

La réussite du FDSOI

Un enjeu commun pour ST, STE et Soitec

La région grenobloise avec ses universités, ses centres de recherche et ses industries de pointe est régulièrement citée comme étant LE pôle d'innovation des nanotechnologies en France. Malgré de belles vitrines habilement mises en valeur telles que Giant, la réalité industrielle d'un secteur déjà durement touché par les restructurations (Freescale, Atmel...) est tout autre : la crise économique actuelle n'épargne pas la microélectronique.

Alors que les directions de ST et de Soitec demandent à leurs employés toujours plus de flexibilité avec le recours massif au chômage partiel, aux départs volontaires et aux contrats précaires, le flou demeure et les décisions stratégiques qui permettraient d'assurer la pérennité du secteur se font plus qu'attendre.

En parallèle et pour la première fois, une réelle collaboration a été mise en place entre les acteurs « locaux » à savoir le CEA-LETI, ST, STE et Soitec concernant la technologie FDSOI (produit NovaThor présenté à CES [Las Vegas] en janvier 2013). Celle-ci pourrait être en mesure de concurrencer les leaders du secteur concernant les prochaines générations de microprocesseurs utilisés pour la téléphonie, les PC et les tablettes, encore faut-il s'en donner les moyens ! L'annonce du désengagement de ST vis-à-vis de ST Ericsson (mille emplois en France) ne va pas dans ce sens malgré le discours rassurants des directions de ST et de Soitec.

En effet les enjeux en termes d'emplois sont énormes, quatre mille emplois sont concernés par l'issue de ce projet (source : cabinet SECAFI), autant dire qu'un échec aurait des répercussions désastreuses pour l'ensemble du bassin grenoblois et la vallée du Grésivaudan déjà durement touchée socialement (papeterie, métallurgie...).

Interpellation de l'Etat par une délégation CGT ST, STE, Soitec

Une délégation CGT composée de représentants de ST, STE et Soitec a été reçue mercredi 23/01 à la préfecture par un conseiller du cabinet de François Hollande en visite à Grenoble pour ses vœux à la jeunesse et par le directeur du travail de l'Isère. Cette rencontre a permis à la CGT d'insister sur la nécessité d'une intervention de l'Etat présent dans le capital de ces sociétés. En effet la téléphonie représentent 20% du marché du semiconducteur et constitue un des socles de cette industrie, la nouvelle stratégie de ST visant à terme l'arrêt de cette activité pour se concentrer sur les marchés de niches (rentabilité à court terme) n'est pas seulement catastrophique pour STE et ses employés, mais également pour toute la filière de la microélectronique en France.

ST et Soitec bénéficient de subventions très généreuses pour financer leur R&D respective (jusqu'à 30% des investissements) et d'aides pour les périodes de chômage partiel, l'Etat doit donc participer activement aux décisions stratégiques à venir et demander à ce que toutes les sommes versées (Nanosmart 2017 par exemple) soient conditionnées à des engagements précis et quantifiables concernant l'emploi. Il doit également exiger que les instances représentatives du personnel soient également concrètement impliquées et consultées régulièrement. Les enjeux sont trop importants pour laisser le seul pouvoir de décision aux financiers et leur vision à court terme.

Soitec : des décisions stratégiques et courageuses s'imposent

Lors de l'entretien, le DS CGT Soitec a insisté sur le fait que la situation de l'entreprise s'est dégradée en peu de temps avec les difficultés de notre principal client AMD et la fin de vie de notre produit phare (SOI 300mm). Ensuite la diversification dans les secteurs de l'éclairage LED et surtout du photovoltaïque (CPV) a mis à mal la trésorerie du groupe sans pour l'instant permettre de générer un chiffre d'affaire conséquent. Aujourd'hui la visibilité est faible et la concrétisation des projets visés incertaine : financement des centrales solaires, stratégie LED... Le manque d'anticipation et de prudence de la direction dans un contexte économique morose est aujourd'hui pointé du doigt car après une augmentation de capital de 150M€ il y a un an et demi, les voyants sont aujourd'hui au rouge et les prévisions mauvaises sur les deux prochaines années. Ainsi celle-ci a annoncé la mise en

place d'un plan de départs volontaires de 120 à 140 personnes et le recours au chômage partiel massif pendant deux ans (~ 10 semaines / an).

Après avoir revendiqué sans relâche sur le sujet depuis le début des négociations de l'accord de méthode, le syndicat CGT Soitec se félicite de l'engagement obtenu lors du CE du 9 janvier de la part notre directeur général Paul Boudre à savoir l'application aux VP (cadres supérieurs) de la réduction de masse salariale subie par le reste du personnel. Nous attendons donc, comme la grande majorité des salariés, les décisions associées.

Fermeture de Pasir Ris et relocalisation de toute l'activité SOI en France

Depuis cinq ans, l'usine construite à Singapour n'a jamais pu générer une activité significative et coûte chaque année plus de 20M€ ce qui correspond aux économies qui seront réalisées à Bernin via le PSE et le chômage partiel pendant deux ans. Il se pose aujourd'hui légitimement la question de sa pérennité au sein du groupe. Alors que des emplois sont aujourd'hui détruits à Bernin et que l'avenir est incertain, la CGT Soitec a fait savoir à l'Etat et demande à la direction de relocaliser l'ensemble de l'activité SOI en France. A court terme, il nous semble indispensable de rapatrier l'activité Refresh de Pasir Ris à Bernin. La direction doit enfin admettre que cet investissement lourd était une erreur et doit en tirer les conséquences immédiatement pour limiter les pertes.

Si comme nous l'espérons tous, le FDSOI est un succès, il permettra dans un premier temps de ré-utiliser à pleine capacité le site de Bernin 2 (300mm) qui fonctionnera au ralenti ces deux prochaines années. Puis ensuite, si la demande le nécessite, de mettre en place une nouvelle usine et de créer des emplois. La santé financière de Soitec ne permet pas de conserver ce site au nom d'une soit disant « prophétie autoréalisatrice » !!!

De plus la CGT Soitec a demandé à ce que les futurs volumes en SOI petites tailles (150mm & 200mm) annoncés par la direction et qui nécessiteront des m² de salle blanche à partir de mi 2014 puissent être réalisés en réhabilitant une des salles blanches fermées récemment en France telles que celle de Freescale à Toulouse. Ces sites pourraient être mis à disposition gracieusement par l'Etat et générer des emplois dans des zones touchées par les licenciements. Des études allant dans ce sens doivent être menées en partenariat avec le ministère du redressement productif.

Solaire : adossement à un partenaire

Au vue de la trésorerie dégradée du groupe Soitec et des besoins en fond de roulement qui devraient être nécessaires pour mener à bien les projets de centrales à venir (Afrique du sud, San Diego...), l'adossement à un groupe industriel français du secteur de l'énergie (Alstom, Schneider...) est la meilleure solution pour pérenniser l'activité (cf. expertise SECAFI - réunion CE du 09/01/13). Le conseiller du président Hollande a insisté sur le fait qu'il n'était pas concevable de mettre en danger une société française à cause d'une stratégie visant l'export et que l'Etat se devait d'être aux côtés des industriels pour passer « ces bosses de trésorerie ». Nous en prenons acte et demandons à notre direction de faire le nécessaire pour obtenir un tel partenariat.

Pour conclure, le représentant de l'Etat a exprimé la volonté du gouvernement de relocaliser et de réorienter les stratégies des entreprises sur le long terme. Nous espérons donc sincèrement que des décisions seront prises dans ce sens aux seins de nos entreprises et l'on ne s'arrêtera pas, comme trop souvent, aux belles paroles et aux lendemains qui déchantent. Suite à cette rencontre les syndicats CGT de STE, ST et Soitec demanderont à être reçus prochainement par le ministère du redressement productif pour obtenir des réponses concrètes et opérationnelles. Nous sommes convaincus qu'une intégration verticale complète dans le secteur de la téléphonie est possible en France : du substrat SOI au téléphone mais aussi du laboratoire de recherche, des universités à la production industrielle. L'Etat ne doit pas être là uniquement pour éponger les pertes (chômage partiel...) mais doit - par sa présence aux conseils d'administration de nos sociétés - impulser une vision stratégique capable de garantir à la fois nos emplois, ceux de demain et de valoriser un savoir faire reconnu dans la microélectronique. Activité, qui rappelons-le, a permis à ST et Soitec d'engranger des résultats opérationnels très confortables pendant des années...

Votre syndicat CGT Soitec